



MAP: comment associer les personnels à la destruction de leurs missions et de leurs emplois?

Les agents s'inquiètent sur la communication adressée cette semaine par la DGFIP dans le cadre de la Modernisation de l'Action Publique (MAP).

Dans un message aux Fédérations des Finances, le Secrétariat Général des ministères économiques et financiers vient de rappeler que l'un des axes essentiels de la MAP prévoit l'association étroite des agents à la démarche de modernisation.

Dans cet esprit, le Gouvernement a donc lancé une campagne d'information intitulée « innover et simplifier avec les agents publics ».

Cette campagne vient en complément des dispositifs de concertation (sic !) mis en place au plan ministériel, ou dans certaines directions, comme à la DGFIP, lorsque celles-ci préparent un « projet stratégique » qui est la déclinaison opérationnelle de la MAP.

Elle comporte l'ouverture, à compter du 1er mars et pendant une période de 2 mois, d'un site <http://www.modernisation.gouv.fr/> ouvert à tous les agents publics de l'Etat. Sur ce site, les agents pourront faire des propositions sur 3 thèmes principaux :

rendre un meilleur service,

améliorer le fonctionnement interne,

simplifier les réglementations.

Les agents pourront aussi s'exprimer sur les propositions faites par d'autres agents. Vous noterez au passage tous les risques de dérives que ce genre d'exercice peut comporter, à commencer par le manque de représentativité, puisque seuls ceux qui voudront ou pourront s'exprimer seront « entendus », le lobbying est en marche !

Le Secrétariat Général à la MAP, qui assure la modération du site, sera chargé de l'analyse des propositions et du plan d'actions qui suivront. Un Groupe de Travail Ministériel est prévu le 10 avril prochain sur ce sujet avec les Fédérations des Finances.

Il faut savoir qu'à la DGFIP environ 5 % des agents, dont un certain nombre après avoir subi des pressions plus que soutenues de la hiérarchie locale, a participé à la réflexion « démarche stratégique » et que trois organisations syndicales (FO, CGT et CFDT), qui représentent 60 % des personnels, refusent aujourd'hui de s'engager dans une « concertation » sur cette démarche stratégique mortifère pour les services et les emplois.

Les agents de la DGFIP se demandent quel est l'impact des simplifications dans la réalisation quotidienne de leurs tâches, alors qu'ils travaillent dans un cadre réglementaire en mouvement perpétuel (crédit impôt compétitivité , réforme de l'intercommunalité...). Les agents voient en réalité leurs tâches se complexifier, faute d'adapter les moyens humains et budgétaires à l'empilement constant des réformes.

Pour ce qui est de la MAP, le gouvernement installe d'ores et déjà une opération de contournement des organisations syndicales et des représentants du personnel en mettant en oeuvre cette procédure de "démocratie directe ".

Le Syndicat National F.O.-DGFIP appelle les personnels à ne pas participer à ce simulacre de consultation qui a pour but de soutenir devant l'opinion publique que les agents publics cautionneraient, à travers la MAP, une politique de régression des services publics.

Section locale **F**orce **O**uvrière DGFIP59 : DRFiP du NORD 59000 LILLE

☎ : 03.20.62.42.82 @ : fo.drrip59@dgfip.finances.gouv.fr

🌐 Site web départemental **F**O DGFIP59 : www.fo-dgfip-sd.fr/059/